

Cote du document: EB 2018/LOT/P.14/Rev.2
Date: 8 décembre 2018
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Honduras pour le Projet relatif à l'inclusion économique et sociale des petits producteurs ruraux dans le Nord-Est du Honduras

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Arnoldus Hameleers
Chargé de programme
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +591 2 214 0598
courriel: a.hameleers@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/effets directs	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovation et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10

Appendices

- I.** Negotiated financing agreement
- II.** Logical framework

Sigles et acronymes

Fonds de l'OPEP	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international
SAG	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

République du Honduras

Projet relatif à l'inclusion économique et sociale des petits producteurs ruraux dans le Nord-Est du Honduras



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés. ¶

Carte établie par le FIDA le 23-05-2018 ¶

République du Honduras

Projet relatif à l'inclusion économique et sociale des petits producteurs ruraux dans le Nord-Est du Honduras

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Honduras
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet:	46,98 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	16,33 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: Délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du don du FIDA:¹	0,5 million d'USD
Bénéficiaire du don du FIDA:	Centre international d'agriculture tropicale
Cofinancier:	À déterminer par le biais d'un processus concurrentiel
Montant du cofinancement:	20 millions d'USD
Modalités de cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur:	5,34 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,81 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹ Le don de 0,5 million d'USD accordé au Centre international d'agriculture tropicale est en phase de conception et d'approbation au FIDA.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt en faveur de la République du Honduras pour le Projet relatif à l'inclusion économique et sociale des petits producteurs ruraux dans le Nord-Est du Honduras, telle qu'elle figure au paragraphe 55.

Proposition de prêt à la République du Honduras pour le Projet relatif à l'inclusion économique et sociale des petits producteurs ruraux dans le Nord-Est du Honduras

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Honduras est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un produit intérieur brut par habitant de 2 150 USD (Banque mondiale, 2016). Après la crise financière de 2008 et 2009, la croissance du produit intérieur brut - tirée principalement par l'investissement public, les exportations et les revenus élevés issus des envois de fonds - est tombée à 3% en moyenne. En 2017, le pays a connu un taux de croissance de 3,9% et les perspectives pour 2018 sont similaires. Le Honduras est actuellement confronté au défi suivant: jeter les bases d'une croissance économique plus forte qui soit tirée par l'amélioration des facteurs de compétitivité mais qui repose sur un développement social plus inclusif, dans un contexte de sécurité publique et de durabilité environnementale.
2. Le pays affiche des niveaux de pauvreté très élevés, en particulier dans les zones rurales. Un pourcentage élevé de ménages du nord-est vit soit dans la pauvreté, soit dans l'extrême pauvreté (59% et 25%, respectivement, ce qui représente plus de 180 000 personnes pauvres et 76 000 personnes extrêmement pauvres dans les zones rurales).
3. Les personnes pauvres travaillent principalement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels la sécurité de l'emploi est précaire en raison de la nature temporaire et de la qualité de l'emploi. Cette population a un accès limité à la technologie, à la formation, à l'assistance technique et aux ressources en matière de production (terre, crédits, informations, etc.). De même, une grande part de jeunes adultes, de femmes et d'autochtones ont peu de possibilités d'accéder à l'éducation et d'obtenir un emploi décent.
4. D'après la fiche environnementale du pays², le Honduras est confronté à des défis environnementaux majeurs. L'un d'entre eux, la dégradation des sols, peut être corrélé au profil géographique et agroécologique diversifié du pays. D'autres, comme la déforestation et les feux de forêt, sont une conséquence de l'avancée des frontières agricoles et des problèmes sociaux complexes liés à l'accès à la terre. Enfin, la mauvaise gestion sociale et institutionnelle des micro-bassins hydrographiques a réduit l'accès à l'eau et entraîné la pollution des ressources en eau, tout en induisant un impact négatif sur les systèmes de production.

² *Perfil Ambiental País-Honduras 2013*, élaboré avec l'appui financier de la Commission européenne et présenté par l'Agence allemande de coopération internationale.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP

5. Le Gouvernement hondurien, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (SAG), a demandé au FIDA de concevoir et de financer un nouveau projet à exécuter dans le nord-est du pays, en particulier dans quatre départements: Atlántida, Colón, Olancho et Yoro. Cette demande est sous-tendue par cinq facteurs principaux: i) la pauvreté rurale persistante dans la zone d'intervention proposée du projet et la nécessité d'améliorer les aspects économiques, environnementaux et sociaux; ii) la nécessité d'instaurer une planification géographique participative en tant qu'outil pour promouvoir le développement local dans la zone d'intervention; iii) le potentiel productif de la région et de sa population rurale, mis en péril par la grande vulnérabilité de la région aux phénomènes météorologiques; iv) les faibles niveaux d'organisation productive, le manque de technification et un développement technologique qui n'en est qu'à ses balbutiements dans les filières; v) les faibles niveaux de compétitivité, l'accès insuffisant aux marchés et le mauvais état des infrastructures routières dans la région; et vi) le manque d'investissement en matière de développement et la présence insuffisante de l'État, facteurs qui ont de tout temps affecté la zone en question.
6. Ce projet répond aux objectifs que le Gouvernement hondurien s'est fixé pour proposer des possibilités d'améliorer les moyens d'existence des ruraux – femmes et jeunes –, de réduire l'exode rurale et d'accroître la résilience face à la variabilité et aux changements climatiques. Il tient compte du fait qu'il est possible d'atteindre un développement rural plus inclusif en tissant des liens entre les agroentreprises et les ménages de petits producteurs en vue de stimuler le développement d'entreprises rurales susceptibles de proposer de meilleurs emplois et des possibilités de travail indépendant.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le projet sera exécuté dans la région située sur la côte Caraïbes du Honduras (qui comprend trois sous-régions: Valle de Leán, Valle de Aguán et Cordillera Nombre de Dios). Le ciblage du projet s'inspire du Plan national 2010-2022 hondurien, qui fonde le développement du pays sur une approche axée sur les bassins versants dans six zones de développement. En collaboration avec le SAG, 22 municipalités ont été sélectionnées pour cette intervention, sur la base des critères suivants: i) les régions/territoires comportant des zones rurales caractérisées par des niveaux élevés de pauvreté (besoins essentiels non satisfaits) et un potentiel de développement productif; ii) les zones où les chaînes de production désignées comme prioritaires par le gouvernement sont mises en avant via l'approche de filières définie dans le Plan Honduras 2020; iii) les zones à haut risque ou importantes du point de vue environnemental; et iv) les régions qui font l'objet d'une attention moins importante dans les programmes et projets de développement en cours dans le pays.
8. Selon le recensement national de la population et du logement effectué en 2013, la population rurale des 22 municipalités sélectionnées compte 335 871 habitants, soit 58% de la population, répartis dans 72 542³ ménages.
9. Le projet devrait bénéficier à 15 000 ménages pauvres de petits producteurs ruraux, soit 21% des ménages ruraux dans les 22 municipalités. Le projet touchera également 69 450 bénéficiaires directs.

³ La taille moyenne des ménages ruraux est de 4,63 membres/ménage (données issues du recensement de la population et du logement de 2013).

10. Le groupe cible du projet est constitué de ménages ruraux pauvres participant à des initiatives liées à la transformation de la production agricole et non agricole, ou pouvant y être liées. Parmi celles-ci, la priorité sera donnée aux initiatives auxquelles les femmes, les populations autochtones et les jeunes adultes participent en tant que bénéficiaires directs des services fournis par le projet.
11. La répartition proportionnelle des bénéficiaires directs sera la suivante: femmes (30%), jeunes adultes (25%, dont la moitié seront des femmes) et populations autochtones (10%).
12. La production au sein des municipalités varie selon le contexte agroécologique. Les filières notables sont le cacao; les fruits (bananes et agrumes); l'élevage (produits laitiers et élevage porcin) où les producteurs sont organisés; les céréales de base (riz, haricots, maïs); les tubercules et racines (yucca); le poisson, où les producteurs ne sont pas organisés; et le tourisme, où les parties prenantes ont récemment commencé à s'organiser.

B. Objectif de développement du projet

13. La finalité globale du projet est d'améliorer les conditions d'existence des familles de petits producteurs dans la Région 2 du Honduras (Valle de Aguán et Valle de Leán) en renforçant leurs capacités d'organisation, de production, de transformation et de commercialisation.
14. L'objectif de développement du projet est d'augmenter le revenu et d'améliorer la nutrition des petits producteurs ruraux et de leur famille en améliorant leurs capacités sur le plan de la productivité, de la diversification, de la transformation et de la commercialisation, en vue de faciliter leur intégration aux filières prioritaires et de renforcer leur résilience face aux changements climatiques.

C. Composantes/effets directs

15. Le projet sera réparti en trois composantes, à savoir:
16. **Composante 1: Partenariats commerciaux, renforcement organisationnel et innovations.** L'exécution des activités au titre de cette composante facilitera le développement participatif et inclusif de stratégies sectorielles pour chacune des filières appuyées par le projet. Les principaux effets attendus au titre de cette composante sont: i) 12 750 producteurs organisés auront augmenté leurs ventes de 39% par rapport aux valeurs de référence; ii) 90 organisations de producteurs auront augmenté leurs capacités organisationnelles et commerciales pour s'intégrer de manière effective aux marchés grâce à des activités de production et de transformation efficaces et durables; iii) grâce à des campagnes de sensibilisation, 15 000 personnes en sauront davantage sur l'importance d'avoir un régime alimentaire plus sain et plus nourrissant. Dans le même temps, le projet aura amélioré l'approvisionnement en aliments sains et nourrissants ainsi que leur accessibilité en établissant des filières commerciales pour les cultures hautement nutritives (maïs et haricots biofortifiés, fruits et légumes). Le fait de mener ces interventions à la fois du côté de l'offre et de la demande aura un impact positif en diversifiant le régime alimentaire des consommateurs ruraux et périurbains; et iv) 12 750 ménages auront instauré de nouvelles pratiques de production (production tenant compte des enjeux climatiques).
17. **Composante 2: Développement productif et résilience.** L'exécution des activités au titre de la deuxième composante devrait permettre d'obtenir les effets attendus suivants: i) 80 partenariats commerciaux durables auront été établis en optimisant les modèles opérationnels (production primaire, transformation, commercialisation, etc.), en créant une valeur économique, sociale et environnementale commune au bénéfice mutuel de tous les intervenants au sein des filières; ii) au moins 50 entreprises fournissant des services commerciaux locaux auront renforcé leurs capacités (en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes); iii) au terme du projet, toutes les entreprises appuyées par celui-ci auront

acquis des compétences en gestion environnementale, adopté des pratiques agricoles exemplaires et n'auront pas de difficulté à garantir l'accès aux financements.

18. **Composante 3: Gestion et coordination du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.** La troisième composante inclut les activités nécessaires pour garantir l'exécution effective du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

19. Concernant l'exécution du projet, une approche géographique de promotion des filières est proposée, en vue d'accroître la résilience des petits producteurs au moyen d'innovations dans les méthodes de production, d'investissements dans des infrastructures résilientes et d'améliorations dans les aspects organisationnels; et de renforcer la compétitivité de ces petits producteurs pour faciliter leur participation active au développement de leur filière aux niveaux local, national et international.
20. Si cette approche n'est pas nouvelle, elle représente un changement de direction eu égard aux projets que le FIDA exécute au Honduras, dans la mesure où ceux-ci ont employé jusqu'ici une approche de filière partielle davantage axée sur l'appui direct à la production, à la transformation et à l'accès au marché.
21. La nouvelle approche qui sera déployée au Honduras va au-delà de l'approche de filière traditionnelle car elle intègre des mesures favorisant divers aspects de la durabilité économique (création de revenus et réduction de la pauvreté), de la durabilité sociale (inclusion, équité et participation aux relations commerciales), de la durabilité alimentaire et nutritionnelle (malnutrition, obésité et impact du système sur la santé), et de la durabilité environnementale (fertilité des sols, ressources naturelles, eau, services écosystémiques et résilience face aux phénomènes météorologiques destructeurs).
22. L'approche géographique des systèmes agroalimentaires repose sur une analyse et une planification faisant participer toutes les parties prenantes locales et sur une gestion raisonnée des ressources naturelles; elle intègre la prestation d'activités locales et de services sociaux et la mise en relation des facteurs nutritionnels avec les facteurs liés à la résilience face aux changements climatiques.
23. Les activités du projet ne sont pas censées influencer sur l'état actuel des litiges fonciers entre agriculteurs et grands propriétaires terriens dans la zone en question. Néanmoins, l'Unité de gestion du projet (UGP) et le SAG devraient tenir compte des droits de propriété s'exerçant sur les terres dans les zones où des investissements infrastructurels sont effectués durant la phase d'exécution du projet.

B. Cadre organisationnel

24. Le cadre général de l'exécution du projet est constitué des entités suivantes:
- i) le Ministère des finances, qui est directement lié aux projets dans les domaines suivants: l'allocation de l'espace budgétaire, les questions budgétaires, les fonds de contrepartie et l'établissement de rapports de gestion financière par le biais d'un Système intégré d'administration financière;
 - ii) le SAG, qui assumera la responsabilité générale du projet;
 - iii) le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, chargé de définir la politique du pays concernant les études d'impact environnemental dans le contexte des travaux infrastructurels et des investissements publics;
 - et iv) d'autres agences publiques et privées et d'autres organisations nationales et internationales spécialisées dans le développement rural opérant dans la sphère d'influence du projet.

25. À l'intérieur de ce cadre organisationnel général, les organes participant directement à l'exécution du projet sont: i) le comité de gestion du projet, qui agira en tant qu'organe directeur de haut niveau et définira les grandes orientations (en cohérence avec les règles institutionnelles régissant les autres interventions du FIDA au Honduras); ii) l'unité d'administration du projet du SAG, chargée d'administrer le projet au sein du Ministère; iii) l'UGP chargée de la gestion technique, administrative et financière des opérations menées sur le terrain, en coordination avec l'unité d'administration du projet relevant du SAG; et iv) le comité d'approbation des investissements, chargé d'approuver les investissements destinés aux organisations de bénéficiaires.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

26. Durant l'exécution du projet, une approche de gestion fondée sur les résultats sera utilisée. Celle-ci tiendra compte des enseignements tirés des expériences précédentes dans le pays. Cette approche s'appuiera sur le système de suivi-évaluation de l'unité d'évaluation et de planification de la gestion du SAG. Cet outil fournira des informations fiables et opportunes qui éclaireront la prise de décision.
27. Le système devrait être: i) exhaustif: faciliter la planification, le suivi, l'évaluation, la systématisation des expériences et la gestion des savoirs; ii) prospectif: indiquer la situation avant et après l'intervention afin d'en évaluer la viabilité; iii) stratégique: appuyer la prise de décision en apportant des certitudes sur les changements nécessaires; iv) participatif: récolter les opinions des parties prenantes participant au projet; v) décentralisé: tenir compte des différents intérêts et niveaux de responsabilité et les renforcer; vi) inclusif, en comportant des informations sur l'âge, le sexe et l'appartenance ethnique; et vii) fondé sur le concept des flux de travail.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

28. Le SAG, par le biais de son unité d'administration du projet et l'UGP, sera chargé d'assurer la gestion financière du projet. L'unité d'administration du projet du SAG disposera d'un coordinateur financier, d'un comptable général et d'un responsable administratif; l'UGP disposera d'un administrateur local et d'un assistant administratif. Le risque fiduciaire du projet durant la phase de conception a été jugé moyen. Il sera donc essentiel d'investir dans la formation pour que le personnel du projet puisse garantir des performances financières satisfaisantes.
29. **Flux de Fonds.** L'emprunteur ouvrira, par l'intermédiaire du Ministère des finances, un compte en dollars des États-Unis qui servira exclusivement à accueillir les fonds provenant du prêt du FIDA et qui sera géré par l'Unité d'administration du projet du SAG. Les fonds issus du prêt accordé par le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP) et de la contrepartie nationale seront déposés sur des comptes bancaires dédiés pour chaque source. Le projet disposera également d'un compte bancaire en monnaie nationale pour les transactions mineures.
30. **Comptabilité.** Les transactions financières seront effectuées via le module de gestion des unités qui exécutent des projets à financement externe, lequel relève du système intégré d'administration financière du Gouvernement hondurien. Ce module est constitué d'une série de sous-systèmes logiciels intégrés visant à assurer la planification, la gestion et le suivi des ressources de l'État. Le module de gestion des unités qui exécutent des projets à financement externe permet de générer des rapports financiers en vue de préparer des demandes de retrait de fonds répondant aux exigences du FIDA et d'élaborer les états financiers annuels. La comptabilité sera guidée par les normes comptables internationales pour le secteur public.

31. **Audits.** Les états financiers consolidés annuels du projet feront l'objet d'un audit indépendant, conformément au mandat approuvé par le FIDA, aux normes internationales d'audit et au Manuel relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.
32. **Passation des marchés et des contrats.** La passation des marchés et des contrats devrait être établie dans le plan annuel de passation des marchés et des contrats du projet. La passation des marchés sera régie par les Directives du FIDA en matière d'acquisition de biens et de passation des contrats de travaux et services dans le cadre des projets.

E. Supervision

33. Le FIDA supervisera directement l'exécution du projet conformément à sa politique actuelle en matière de supervision et d'appui à l'exécution, qui prévoit une supervision directe des projets, complétée par des missions sur le terrain. Les missions de supervision et l'appui à l'exécution seront organisés en coordination avec les homologues nationaux. Les missions de supervision évalueront également les aspects fiduciaires en vue de déterminer les risques financiers et les mesures d'atténuation y relatives, et d'améliorer les règles de gestion financière.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

34. Le projet s'étalera sur six ans, pour un coût total d'environ 46,98 millions d'USD comprenant les aléas matériels et les hausses de prix. Ces coûts permettront de financer les composantes de la façon suivante: i) Composante 1: Partenariats commerciaux, renforcement organisationnel et innovations (23%); ii) Composante 2: Développement productif et résilience (65,9%); et iii) Composante 3: Gestion et coordination du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs (11,1%). Le tableau 1 synthétise les coûts du projet par composante et par source de financement

Tableau 1
Coût du projet, par composante et source de financement
(En milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Prêt du fonds de l'OPEP		Emprunteur/ contrepartie		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Partenariats commerciaux, renforcement organisationnel et innovations	8 749	81	500	4,6	10	0,1	1 546	14,3	-	-	10 805	23
2. Développement productif et résilience	4 808	15,5	-	-	17 817	57,6	3 505	11,3	4 814	15,6	30 944	65,9
3. Gestion et coordination du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	2 773	53	-	-	2 173	41,5	290	5,5	-	-	5 237	11,1
Total	16 330	34,8	500	1,1	20 000	42,6	5 341	11,4	4 814	10,2	46 985	100

B. Financement du projet

35. Le FIDA contribuera au financement sous la forme d'un prêt d'un montant équivalent à 16,3 millions d'USD (34,8% du coût total du projet) et d'un don au Centre international d'agriculture tropicale d'un montant de 0,5 million d'USD (1,1% du coût total) actuellement en phase d'évaluation et d'approbation interne au FIDA. Le projet sera également financé par un prêt accordé par le Fonds de l'OPEP d'un montant de 20 millions d'USD (42,6% du coût total), une contribution du Gouvernement de la République du Honduras d'un montant de 5,3 millions d'USD (11,4% du coût total) et une contribution des bénéficiaires équivalant à 4,8 millions d'USD (10,2% du coût total).

Tableau 2

Coûts du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement (En milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Prêt du Fonds de l'OPEP		Emprunteur/contrepartie		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Transferts	7 595	22,5	-	-	17 489	51,8	3 860	11,4	4 814	14,3	33 758	71,85
2. Assistance technique/services de consultants	6 549	75,4	500	5,8	338	3,9	1 295	14,9	-	-	8 682	18,48
3. Équipement, matériel et moyens de transport	317	81,2	-	-	-	-	73	18,8	-	-	390	0,83
4. Salaires et dépenses de fonctionnement	1 868	45	-	-	2 173	52,3	113	2,7	-	-	4 155	8,84
Total	16 330	34,8	500	1,1	20 000	42,6	5 341	11,4	4 814	10,2	46 985	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

36. Afin de vérifier la rentabilité financière et économique du projet, différents modèles ont été préparés qui couvrent les activités de production primaire dans certaines catégories et leurs liens potentiels.
37. **Rendement financier.** Les modèles pour les petits producteurs ruraux ont obtenu des taux de rentabilité interne financière allant de 20% à 52%, valeurs supérieures au taux d'intérêt bancaire actuel moyen de 14,2%. La valeur financière actuelle nette se situe entre 388 USD et 10 119 USD, ce qui démontre la viabilité financière du projet.
38. **Rendement économique.** Les résultats indiquent que le projet est économiquement viable. Le taux de rentabilité interne économique est de 25,90%, et la valeur actuelle nette financière du bénéfice net supplémentaire s'élève à 16 millions d'USD, avec un ratio coût-bénéfice de 1,53.

D. Durabilité

39. Promouvoir un développement rural exhaustif selon une approche géographique dans un pays aussi diversifié que le Honduras suppose d'adopter des stratégies flexibles répondant à des débouchés commerciaux clairement définis en fonction des besoins locaux, de renforcer les capacités et de tirer profit des savoir-faire existants. Ces stratégies doivent aller au-delà de la production primaire et appliquer une approche multidimensionnelle axée sur des systèmes alimentaires durables tenant compte de la nutrition, de l'inclusion et de la résilience, et qui débouchent sur des processus plus efficaces et équitables avec à la clé une participation accrue des parties prenantes.

E. Identification et atténuation des risques

40. Durant la phase de conception, il a été possible de déterminer les principaux risques pouvant nuire à l'exécution du projet, ainsi que les mesures d'atténuation y relatives.
41. Les principaux risques sont: i) les coupes budgétaires affectant la planification annuelle des projets; ii) les déficiences de l'UGP et de l'unité d'administration du projet du SAG en matière d'administration, de suivi-évaluation et de gestion financière et de la passation des marchés; iii) le manque de coordination opérationnelle et stratégique avec des acteurs des filières dans la zone d'intervention du projet; iv) les impacts climatiques et environnementaux (inondations, épisodes de sécheresse, feux de forêt, déforestation et mauvaise gestion des ressources naturelles, induisant des effets néfastes sur les écosystèmes et les systèmes agroalimentaires.
42. Les mesures d'atténuation sont les suivantes: i) l'UGP devrait établir des mécanismes de dialogue et de suivi au sein de l'unité d'administration du projet du SAG. En parallèle, cette unité et le FIDA devraient maintenir un dialogue avec le Ministère des finances; ii) renforcer l'unité d'administration du projet du SAG au titre du don spécifique actuel, avec l'appui du FIDA. À cet égard, le FIDA a accordé en 2017 un modeste don de 250 000 USD au SAG dans l'optique du renforcement institutionnel de son unité d'administration du projet, notamment en ce qui concerne la formation du personnel et l'examen et la modernisation des systèmes et procédures internes de l'unité. Le Fonds a également proposé que le personnel de l'UGP soit formé à différents mécanismes et procédures de gestion des ressources naturelles; iii) le projet devrait être coordonné à diverses parties prenantes nationales, régionales et locales en vue de nouer des partenariats relatifs au renforcement organisationnel, à l'assistance technique et à l'investissement supplémentaire; iv) la composante 1 comporte une étude sur les risques climatiques, accompagnée d'une caractérisation géographique, qui servira d'intrant en vue d'élaborer des mesures environnementales et de résilience destinées aux plans d'activités et de renforcer les activités avec le concours des parties prenantes.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

43. **Ciblage des populations pauvres dans les zones rurales.** La politique de ciblage du FIDA constitue le cadre de la conception du projet, qui prévoit des mesures clairement définies garantissant une focalisation sur le groupe cible du FIDA, à savoir les populations pauvres des zones rurales qui ont un potentiel productif mais peu d'actifs, en particulier les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, afin de leur offrir des perspectives dans les domaines de la transformation et de la commercialisation. Les différences de genre et d'âge seront prises en compte, et une attention particulière sera accordée aux femmes, aux jeunes adultes et aux populations autochtones, les segments les plus négligés de la population dans la zone du projet, dans un souci d'équité, d'efficacité et d'impact.
44. **Égalité des sexes et des générations.** L'exécution du projet respectera la politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ainsi que d'autres directives visant à faciliter l'accès des femmes et des hommes des zones rurales aux perspectives et mécanismes leur permettant d'augmenter leurs revenus. En ce qui concerne le rôle des jeunes adultes, des efforts seront faits pour tirer parti du savoir-faire acquis grâce à leur participation aux programmes du FIDA.
45. **Finance rurale.** Conformément à la Politique en matière de financement rural du FIDA, l'objectif des activités de financement rural du projet est de promouvoir un accès élargi à des services financiers de qualité (crédit, par exemple) adaptés aux

demandes des organisations bénéficiaires et à leurs activités. Un autre objectif est de promouvoir l'éducation financière et les différents types de financement formel proposés par les institutions du système de financement national.

46. **Entreprises rurales.** Les activités prévues dans le projet promeuvent plusieurs aspects de la politique du FIDA en matière d'entreprise rurale. Le projet contribuera à réduire les contraintes et les inégalités qui limitent la capacité des populations rurales pauvres à investir dans des activités commerciales à petite ou moyenne échelle afin de diversifier leurs revenus, trouver un emploi, diminuer leur pauvreté et améliorer leurs moyens d'existence. Dans le même temps, il facilitera l'accès des populations pauvres dotées de compétences entrepreneuriales dans les zones rurales à différents types de services d'appui aux activités destinés aux communautés.
47. **Activités aux côtés des peuples autochtones.** Eu égard à la politique du FIDA relative à la collaboration avec les peuples autochtones, le projet encouragera l'utilisation respectueuse des ressources naturelles dans les communautés paysannes, autochtones et d'ascendance africaine d'une manière conforme à leurs coutumes et traditions en matière d'utilisation des terres. Il mettra l'accent sur la participation de ces communautés à l'établissement des priorités et sur l'élaboration de stratégies organisationnelles pour associer les communautés aux activités du projet grâce à des moyens de communication et à des contenus qui soient adaptés à leurs contextes et perspectives socioculturels.

B. Alignement et harmonisation

48. Ce nouveau projet est aligné sur la Vision 2010-2038 pour le pays, le Plan national 2010-2022, la Stratégie agroalimentaire pour le secteur public, les objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats pour la période 2013-2019, et les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 1 (éliminer la pauvreté) et l'ODD2 (sécurité alimentaire et nutritionnelle et faim zéro). Il contribue également à la réalisation de nombreux autres ODD (ODD5 et ODD8).

C. Innovation et reproduction à plus grande échelle

49. Concernant l'exécution du projet, le FIDA propose d'adopter une approche novatrice des systèmes agroalimentaires exhaustifs au Honduras, susceptible de répondre aux besoins de la population à court, moyen et long terme à partir d'une analyse et d'une planification participatives.

D. Participation à l'élaboration des politiques

50. Le projet donne la possibilité d'améliorer l'organisation des différentes filières dans la zone du projet au moyen de stratégies sectorielles à même de stimuler leur croissance, à la faveur d'accords entre producteurs et clients publics et privés. Il présente également un bon potentiel pour résoudre les problèmes d'après récolte liés à la collecte et à l'entreposage de la production, et pour promouvoir la transformation des produits, augmentant ainsi leur valeur. Il améliorera également l'accès aux technologies et aux infrastructures résilientes face aux changements climatiques.
51. La diversification de la production, en vue d'orienter celle-ci vers les biens transformés, revêt un caractère essentiel dans l'optique de garantir l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Ainsi, le projet augmentera effectivement le revenu des petits producteurs organisés en renforçant leurs capacités et leurs organisations et en promouvant des moyens d'existence efficaces, durables et résilients. Globalement, il existe également la possibilité de promouvoir des régimes alimentaires sains grâce à des campagnes de sensibilisation, des investissements dans des plans d'activités qui mettent l'accent sur la nutrition et des publicités qui ciblent les acteurs des filières et le grand public.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

52. Un accord de financement entre la République du Honduras et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
53. La République du Honduras est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

55. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Honduras un prêt à des conditions mixtes d'un montant de seize millions trois cent trente mille dollars des États-Unis (16 330 000 d'USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de inclusión económica y social de pequeños productores rurales en la región noreste de Honduras (PROINORTE)"

(Negociaciones concluidas el _____)

Préstamo No. _____

Proyecto de inclusión económica y social de pequeños productores rurales en la región noreste de Honduras (el "Proyecto" o "PROINORTE")

La República de Honduras (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

Para lograr los objetivos del Proyecto, el Prestatario gestionará ante el Fondo OPEP para el Desarrollo Internacional (OFID) u otra fuente de financiamiento, recursos hasta por un monto total de veinte millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD 20 000 000) con el fin de cofinanciar las actividades derivadas del Proyecto en mención.

El FIDA tiene previsto proporcionar recursos por un monto de quinientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 500 000) en calidad de donación en apoyo a la ejecución del Proyecto.

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente Convenio las Condiciones Generales del Fondo para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en abril de 2014 y en sus sucesivas versiones enmendadas (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado que se establezca en las mismas.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo de dieciséis millones trescientos treinta mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 16 330 000).
2. La Financiación se concede en condiciones combinadas. Los préstamos otorgados en condiciones combinadas estarán sujetos al pago de intereses sobre el capital del préstamo pendiente de reembolso a un tipo de interés fijo del 1,25% además de un cargo por servicio del 0,75% por año, y tendrán un plazo de reembolso de 25 años, incluido un período de gracia de cinco años, a partir de la fecha de aprobación de la Junta Ejecutiva del Fondo. Los intereses y los cargos por servicios serán devengados por el capital del Préstamo pendiente de reembolso y se calcularán sobre la base de un año de 360 días, dividido en 12 meses de 30 días.
3. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.
4. Los pagos del capital, los intereses y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de abril y 15 de octubre.
5. Los recursos de la Financiación serán depositados en una cuenta designada en dólares de Estados Unidos de América (USD) por el Prestatario a nombre del Proyecto en el Banco Central de Honduras, a partir de la cual se transferirán los recursos necesarios para financiar las actividades del Proyecto a la Cuenta del Proyecto (Libreta Operativa del Sistema de Administración Financiera Integrada (SIAFI)) en moneda nacional, de acuerdo con los procedimientos establecidos por la normativa vigente del Prestatario. La Cuenta del Proyecto (Libreta Operativa del SIAFI) será administrada, mediante el SIAFI, por la Unidad Administradora de Proyectos de la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).
6. El Prestatario, Organismo Ejecutor del Proyecto, Mancomunidades, Gobiernos Locales e Instituciones Gubernamentales, entre otros, proporcionarán financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto total equivalente a cinco millones trescientos cuarenta mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 5 340 000). Se reconocerán como fondos de contrapartida, aportes en efectivo, especie y exenciones por concepto de gravámenes arancelarios e impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo a este Convenio. En el caso de los recursos de contrapartida otorgados por el Prestatario por intermedio del Organismo Ejecutor del Proyecto no podrán superar el 10% del monto total de este Convenio.

Sección C

1. El Organismo Ejecutor del Proyecto será la SAG y/o cualquier otro designado por el prestatario, de conformidad con los términos del Convenio y a satisfacción previa y por escrito por parte del FIDA.
2. Se designa Parte adicional en el Proyecto a la Secretaría de Recursos Naturales y Ambiente (MIAMBIENTE) responsable de determinar las políticas nacionales para la realización de evaluaciones de impacto ambiental en el contexto de las obras de infraestructura e inversiones públicas del proyecto.
3. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario, contando a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

5. La entrada en vigor será la fecha en la que el FIDA reciba el instrumento de ratificación del Convenio por parte del Prestatario.

Sección D

La Financiación será administrada y el Proyecto será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, el FIDA podrá suspender el derecho del Prestatario a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio en el caso que:

- a) cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
- b) el derecho del Prestatario a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio que suscriba con el OFID u otra fuente de cofinanciamiento identificada, tal como descrito en el Preámbulo, haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:

- a) Que se haya contratado y nombrado al Director del Proyecto y a los Coordinadores de los componentes, de conformidad con los procedimientos establecidos en este Convenio y en el Manual de Operaciones.
- b) Que el Manual de Operaciones del Proyecto cuente con la no objeción del FIDA.
- c) Que se haya abierto la Cuenta Designada.
- d) Que el sistema UEPEX (Módulo para la Gestión de Unidades Ejecutoras de Proyectos con Financiamiento Externo) haya sido implementado y esté en pleno funcionamiento operativo.

3. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario.

4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Secretaría de Estado
Secretaría de Estado en el
Despacho de Finanzas
Bo. El Jazmín, Avenida Cervantes Tercera Calle
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor cuando el FIDA reciba el instrumento de ratificación, conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

REPÚBLICA DE HONDURAS

Rocio Izabel Tabora
Secretaría de Estado en el Despacho de Finanzas

FONDO INTERNACIONAL DE
DESARROLLO AGRÍCOLA

Gilbert F. Hougbo
Presidente de FIDA

Anexo 1

Descripción y Disposiciones de Ejecución del Proyecto

I. Descripción del Proyecto

1. *Población-objetivo.* La población-objetivo del Proyecto incluye a: a) pequeños productores agropecuarios con limitaciones de acceso a recursos productivos y diversos grados de organización y vinculación con los mercados; b) artesanos rurales con organización incipiente y débilmente vinculadas a los mercados; y c) micro-empresarios rurales y comerciantes a pequeña escala. El Proyecto prestará atención especial a grupos vulnerables como mujeres, jóvenes, grupos indígenas y personas que producto de la migración hayan sido retornados al país. La población-objetivo beneficiaria directa del Proyecto está conformada por aproximadamente 15 000 familias rurales pobres localizadas en 22 municipios de los Departamentos de Atlántida, Yoro, Colón y Olancho. Esta población se encuentra asociada en organizaciones rurales legalmente constituidas o en vías de legalización.

2. *Área del proyecto:* el Proyecto inicialmente se focalizará en 22 municipios localizados en los departamentos de Atlántida (1 municipio), Yoro (3 municipios), Colón (9 municipios), y Olancho (9 municipios), cubriendo un área total de aproximadamente 14 787 Km².

3. *Meta.* Mejorar las condiciones de vida de los pequeños productores en el área del proyecto, fortaleciendo las capacidades organizativas, productivas, y de procesamiento y comercialización. El Proyecto apunta a mejorar la resiliencia económica, social y ambiental de los pequeños productores creando las condiciones para acceder a nuevos mercados para sus productos, mejorar sus ingresos, reducir la pobreza, mejorar la calidad de sus dietas y su sustento de manera sostenible.

4. *Objetivo de Desarrollo.* El objetivo de desarrollo del proyecto es incrementar ingresos y mejorar la nutrición de pequeños productores rurales y sus familias, mejorando su productividad, diversificación, transformación y capacidades de comercialización, incorporando a ellos en las cadenas de valor priorizados y aumentando su resiliencia en el contexto de cambio climático.

5. *Componentes.* El Proyecto ha sido formulado bajo tres componentes: 1) Alianzas comerciales, fortalecimiento Organizacional e innovación; 2) Desarrollo productivo y resiliencia, y 3) Administración, gestión, planificación, seguimiento, evaluación, y gestión del conocimiento.

5.1 Componente 1. Alianzas comerciales, fortalecimiento Organizacional e innovación

Objetivos: Los objetivos del Componente 1 son: i) la definición de estrategias sectoriales, que permitan la articulación interinstitucional en los procesos de desarrollo, identificación y el establecimiento de alianzas comerciales entre asociaciones de productores y compradores del sector privado o público inclusivas que serán potenciadas a través de inversiones estratégicas durante la ejecución del Componente 2; ii) apoyar el fortalecimiento y la creación de emprendimientos y microempresas a través de la innovación que generen una oferta de servicios locales y empresariales dirigida a las organizaciones que el proyecto financia, y a las que ejecutan las alianzas productivas o comerciales, generando resultados tangibles e intangibles que contribuyan al proceso de desarrollo local inclusivos, resilientes y sensibles a aspectos nutricionales; iii) fortalecer las capacidades de gestión ambiental de las organizaciones de pequeños productores garantizando la adopción de buenas prácticas ambientales y reduciendo su vulnerabilidad al cambio climático, así como la concientización sobre aspectos nacionales; iv) facilitar el acceso a alternativas de financiamiento (público, privado, cooperativo, banca social, y

multilaterales) por parte de las asociaciones/cooperativas de pequeños productores, así como el desarrollo de capacidades en las entidades de financiamiento para atender al segmento de pequeños productores rurales, y v) financiar actividades innovadoras (Climate Smart Production) que complementen las actividades del Proyecto y permitan alcanzar el objetivo de desarrollo.

Para poder alcanzar los resultados esperados, el Componente 1 está organizado en los siguientes cuatro subcomponentes: 1.1. Alianzas, diagnósticos y estrategias por cadenas de valor, 1.2. Fortalecimiento institucional de organizaciones de productores, 1.3. Campañas de concientización y buenas prácticas de nutrición, higiene y cambio climático, 1.4. Fondo de innovación y acceso a servicios financieros.

5.1.1 Subcomponente 1.1: Alianzas, diagnósticos y estrategias por cadenas de valor. El Proyecto apoyará el diseño de estrategias sectoriales de intervención, promoviendo la articulación interinstitucional en los procesos de desarrollo y el establecimiento de alianzas estratégicas de las cadenas de valor.

Este subcomponente contempla las siguientes actividades:

- i) Diagnóstico territorial y priorización de cadenas y la formulación de acuerdos Inclusivos o alianzas sostenibles,
- ii) Establecimiento de plataformas multiactorales, análisis de las cadenas priorizadas y definición de estrategias sectoriales, con enfoque de sostenibilidad,
- iii) Estudios complementarios al proceso de diagnóstico que incluye temas ambientales,
- iv) Tecnologías de información para articulación comercial,
- v) apoyo a la implementación al Proyecto en cadenas de valor, y
- vi) agentes éticos para la generación de las alianzas comerciales de las cadenas de valor.

Tecnología de información y comunicación: El Proyecto en colaboración con el Centro Internacional de Comercio (ITC, por sus siglas en inglés) facilitará la adopción de una plataforma móvil (Mapa de Sostenibilidad) que permite a las empresas y organizaciones de productores en diferentes localidades conectarse e intercambiar información comercial de manera sostenible.

5.1.2 Subcomponente 1.2: Fortalecimiento organizacional de organizaciones de productores. Este subcomponente pretende mejorar el contexto institucional de las organizaciones que en general es muy débil o no existente. El fortalecimiento busca que las organizaciones adquieran la capacidad de manejar sus operaciones de producción, centros de acopio, procesamiento o cualquier otra actividad de pos cosecha que añada valor, al mismo tiempo que mejoren sus estrategias de comercialización y sus capacidades para negociar y mejorar su acceso al mercado. También serán sujetas de fortalecimiento organizacional aquellas organizaciones dedicadas a actividades medioambientales y las organizaciones de jóvenes destinadas a la prestación de servicios locales a las cadenas de valor.

El subcomponente incluye las siguientes actividades:

- i) Diseño de un plan de fortalecimiento, que permita la identificación de organizaciones y análisis de sus niveles de consolidación, planificación y adecuación de actividades y contenidos de formación de capacidades;
- ii) Implementación del plan de fortalecimiento;
- iii) Asesoría empresarial a organizaciones de productores y jóvenes;

- iv) Rutas de intercambio y aprendizaje;
- v) Ferias y ruedas de negocios para mercados nacionales e internacionales;
- vi) Promoción comercial interna y externa de las cadenas de valor.

5.1.3 *Subcomponente 1.3: Campañas de concientización y buenas prácticas (nutrición, higiene y cambio climático)*. Para incrementar la oferta de alimentos más nutritivos, se proponen actividades altamente coordinadas con el PMA articuladas al programa de alimentación escolar nacional de compras locales, para abastecer la demanda de desayuno escolar. Lo anterior incluye la promoción de cultivos de alimentos saludables (frutas, lácteos, arroz, cacao, banano, café, cítricos, yuca, y frutas) identificados en el Subcomponente 1.1 y financiados mediante los planes de negocios en el marco del Subcomponente 2.2. (cadenas y alianzas), que tengan un impacto en la generación de ingresos. Por medio de las campañas de concientización, se promoverá el autoconsumo de los cultivos nutritivos priorizados y desarrollados arriba mencionados u otros con el fin de mejorar la calidad de la dieta de los productores como consumidores.

5.1.4 *Subcomponente 1.4: Fondo de Innovación y acceso a servicios financieros*. El Proyecto propone tener un rol de facilitador para mejorar el acceso a recursos financieros, apoyando la creación de productos y servicios financieros que respondan a las necesidades de las cadenas de valor.

Para tal fin el Proyecto propone las siguientes actividades:

- i) Promoción de servicios crediticios y diseño e implementación de un programa de educación financiera que tome en cuenta los servicios financieros disponibles y remesas internas y externas; fortalecimiento de las capacidades de las cajas rurales y cooperativas de crédito en términos de gestión organizacional y administrativa (capacitación e innovación administrativa);
- ii) Desarrollo del fondo de capitalización de inversiones productivas;
- iii) Innovación en servicios financieros/créditos y apalancamiento de remesas para incrementar las inversiones de los planes de negocios;
- iv) Fortalecimiento de capacidades de investigación que brinda el Estado,
- v) red de gestores de innovación;
- vi) Fondo concursable de innovación estratégica (Climate Smart Production); y
- vii) fondo de becas para estudiantes del sistema formal de educación.

5.2 *Componente 2. **Desarrollo productivo y resiliencia***

Objetivos: Los objetivos del segundo componente son: i) brindar apoyo a las cooperativas/ organizaciones de productores para que elaboren, financien e implementen planes de negocio conducentes al alivio de la pobreza a través del desarrollo de cadenas de valor inclusivas, resilientes al cambio climático, y sensibles a aspectos nutricionales, y ii) fortalecer las capacidades de gestión ambiental de los pequeños productores garantizando la adopción de buenas prácticas ambientales y reduciendo su vulnerabilidad al cambio climático.

Para poder alcanzar los resultados esperados, el Componente 2 está organizado en los siguientes dos subcomponentes: i) Inversiones resilientes e inclusivos y ii) Inversiones en servicios eco sistémicos y dinamización territorial.

5.2.1 *Subcomponente 2.1: Inversiones Resilientes e Inclusivos*. Este subcomponente incluye las siguientes actividades en la implementación del primer componente:

- i) Identificación de cuellos de botella y análisis de la oferta y demanda de servicios locales;

- ii) Identificación y alianzas con proveedores de formación técnica y profesional según requerimientos;
- iii) Divulgación de oportunidades de participación para mujeres y jóvenes;
- iv) Formación técnica y profesional con apoyo del Fondo de Innovación o a través de otros programas;
- v) Apoyo a la formalización o constitución de grupos u organizaciones de proveedores para que puedan operar dentro del marco de la Ley;
- vi) Elaboración e implementación de planes de negocios; y
- vii) Apoyo a la vinculación entre la oferta y la demanda de servicios.

5.2.2 Subcomponente 2.2: Inversiones Eco Sistémicas y Dinamización Territorial. El objetivo del subcomponente es fortalecer las capacidades de gestión ambiental de los pequeños productores que reciben los servicios del Proyecto garantizando la adopción de buenas prácticas ambientales articulados a las cadenas de valor para mejorar la gestión de los recursos naturales y reducir las vulnerabilidades al cambio climático. Asimismo, se busca mejorar la articulación territorial para facilitar las conexiones de los productores y su producción al mercado y al igual que los servicios locales de apoyo a las cadenas de valor.

Este subcomponente invertirá en:

- i) Fortalecimiento de capacidades de las UMA de municipalidades;
- ii) Estudios de microcuencas, alta vulnerabilidad y riesgo;
- iii) Articulación y difusión de información agroclimática;
- iv) Formulación de planes de inversión en servicios ecosistémicos;
- v) Implementación de planes de inversión ecosistémicos;
- vi) Implementación de planes de inversión en dinamización territorial: rehabilitación de caminos rurales claves.

Especial atención se brindará a las comunidades indígenas interesadas en fortalecer sus iniciativas de gestión de recursos naturales como parte de su identidad cultural.

5.3 **Componente 3: Administración, Gestión, planificación, seguimiento, evaluación y gestión de conocimientos.**

Este componente tiene la responsabilidad general de asegurar el cumplimiento de las actividades necesarias para el funcionamiento del Proyecto. Tiene como principales funciones las de coordinación, planificación, implementación, seguimiento y evaluación de las actividades técnicas y financieras del Proyecto.

II. Disposiciones de Ejecución

1. *Organismo Ejecutor del Proyecto.*

1.1 *Designación.* El Prestatario designa a la SAG como Organismo Ejecutor del Proyecto.

1.2 *Responsabilidades.* La SAG, designada por la Secretaría de Finanzas (SEFIN) como Organismo Ejecutor del Proyecto será responsable de la ejecución y orientación del Proyecto. La SEFIN delegará en la SAG, la responsabilidad de tramitar directamente ante el FIDA las solicitudes de desembolso del préstamo previa confirmación de previsión presupuestaria, las cuales serán elaboradas por la Unidad Administradora de los Proyectos (UAP/SAG) y la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP).

LA SAG delegará en la UAP/SAG la suscripción de los contratos, órdenes de compra y convenios necesarios para la implementación de las actividades del Proyecto, excepto los relacionados con la contratación del personal de la UGP y de la misma UAP/SAG.

2. *Unidad Administradora de los Proyectos (UAP/SAG)*

2.1 *Designación.* Para la implementación del Proyecto, el SAG designará a la UAP/SAG.

2.2 *Funciones.* Las principales funciones de la UPA/SAG son las siguientes:

- a) Conducir oportunamente los procesos presupuestarios, administrativos, contables y financieros del Proyecto;
- b) Ejecutar eficientemente los procesos de adquisición requeridos por el Proyecto;
- c) Monitorear el buen desempeño del Proyecto, a través del seguimiento periódico al Planes Operativos Anuales (POA) y Planes de Adquisición y Contratación (PAC), tomando las medidas que correspondan para asegurar el cumplimiento de los mismos;
- d) Coordinar oportunamente con la UGP la elaboración de los POA y PAC;
- e) Elaborar, con el apoyo de la UGP, los estados financieros;
- f) Coordinar los ejercicios de auditorías externas y asegurar la entrega a tiempo de los informes de auditoría al FIDA;
- g) Asegurar la efectiva coordinación con las áreas internas, otras direcciones de la SAG y entidades externas, que requiere la implementación del Proyecto.

El detalle de las funciones de la UAP/SAG se establecen en el Manual Operativo de a UAP/SAG.

3. *Comité de Dirección del Proyecto (CDP)*

3.1 *Composición.* El CDP estará integrado por: a) El Ministro de Agricultura y Ganadería (o su representante) en calidad de Presidente; b) El Ministro de Finanzas (o su representante); c) El Ministro de MIAMBIENTE (o su representante); y d) El Director del Proyecto, quien actuará como Secretario del CDP y participa sin derecho a voto. El comité toma sus decisiones en consenso.

3.2 *Funciones.* Las funciones del CDP serán de toma de decisiones y aprobación de documentos claves, así como de apoyo a la UGP en la definición de las directrices generales del Proyecto con base a la marcha de la implementación y lecciones aprendidas. Sus funciones principales serán:

- a) Definir y establecer las políticas y estrategias que requiera el funcionamiento del Proyecto; y
- b) Aprobar los POA) y PAC), que deberán ser elaborado por la UGP y presentado ante el CDP por parte del Director Ejecutivo del Proyecto.

El Comité se reunirá al menos una vez al año, a más tardar el mes de octubre, para aprobar el POA y PAC del año siguiente. Además, y en caso que sea necesario, podrá convocar a reuniones extraordinarias.

4. *Comité de Aprobación de Inversiones (CAI)*

4.1 *Atribuciones.* El CAI será responsable de aprobar las inversiones para las organizaciones de usuarios. El control de la calidad técnica de las propuestas que sean sometidas al CAI es responsabilidad de la UGP. La aprobación por el CAI debe

fundamentarse en la sostenibilidad de los proyectos de inversión. Así mismo, las inversiones deben estar en concordancia con las metas de marco lógico del Proyecto y tendrán que valorarse las recomendaciones técnicas de la UGP.

4.2 *Composición.* La selección de los representantes de los usuarios del Proyecto, será de forma rotatoria y los arreglos para la selección, duración y mandato, se establecerán en el correspondiente manual de inversiones, que deberá formular el Proyecto. El CAI estará integrado por:

- a) El Director del Proyecto – Presidente, con voto solo en caso de empate entre el resto de miembros del CAI.
- b) Un representante de las organizaciones de productores usuarios del Proyecto.
- c) Un representante de los jóvenes usuarios del Proyecto.
- d) Un representante de los pueblos indígenas y afro-descendientes usuarios del Proyecto.
- e) Una representante de las mujeres usuarios del Proyecto.
- f) Un representante de las mancomunidades usuarias del Proyecto.
- g) Un representante del Centro de Desarrollo Empresarial.
- h) El presidente de la Mesa Regional de Cambio Climático.
- i) El Director Regional de la SAG en Olanchito, o su representante.

5. *Unidad Gerencial del Proyecto (UGP)*

5.1 *Atribuciones.* Es la responsable de las actividades del Proyecto en el terreno. El Ministro de la SAG delegará la conducción y gestión cotidiana del Proyecto a la UGP, que estará dirigida por el Director del Proyecto.

5.2 *Funciones.* Las principales funciones de la UGP son:

- a) Ejecutar las actividades previstas en los POA;
- b) Monitorear y evaluar el avance en la implementación de las actividades; y
- c) Reportar a las instancias correspondientes, los avances y resultados del Proyecto.

5.3 *Composición:* Se contratará, a partir de un proceso competitivo, una firma consultora externa para la selección y evaluación del desempeño del personal de la UGP. La evaluación del desempeño se hará al menos una vez al año y los resultados serán determinantes para la recontractación del funcionario. La contratación del personal de la UGP o su recontractación, deberá tener la previa no objeción del FIDA.

La UGP tendrá su sede en la ciudad de Tocoa, departamento de Colón, desde donde se atenderán doce municipios (Jutiapa, Balfate, Santa Fé, Trujillo, Santa Rosa de Aguán, Limón, Bonito Oriental, Tocoa, Sonaguera, Sabá, San Esteban y Gualaco). Además, la UGP contará con una subsele regional situada en Olanchito, Yoro, para la atención de los restantes diez municipios (Olanchito, Arenal, Jocón, Mangulile, La Unión, Esquipulas del Norte, Yocón, Jano, Guata, y El Rosario).

Cualquier cambio de sede, subsele o municipio de influencia estará sujeto a un acuerdo entre el Prestatario y el FIDA durante la ejecución del Proyecto.

Para el cumplimiento de su funciones la UGP contará la siguiente estructura en la Sede:

- a) Administración, gestión, planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento: Director Ejecutivo; Administrador Local; Asistente Administrativo; dos Motoristas; Conserje y Encargado de Aseo; Responsable de Planificación; Asistente de Planificación e Informática; Especialista en Inclusión; Oficial de Seguimiento y Monitoreo; Oficial de Adquisiciones y Oficial Financiero y de Desembolsos. Los últimos tres cargos estarán basados y tendrán su sede en las oficinas de la UAP/SAG.
- b) Componente 1. Alianzas comerciales, fortalecimiento organizacional e innovaciones: Coordinador; Responsable de Promoción; y Responsable de Fortalecimiento.
- c) Componente 2. Desarrollo productivo y resiliencia: Coordinador; Responsable de Inversiones; Responsable de Ambiente; Responsable de Caminos.

En la subsele regional, se dispondrá del siguiente personal, todos dependiendo de la correspondiente área en la sede del Proyecto:

- a) Asistente Administrativo; Conserje y Encargado de Aseo (Administración y Gestión).
- b) Responsable de Promoción y Responsable de Fortalecimiento (Componente 1).
- c) Responsable de Inversiones y Responsable de Ambiente (Componente 2).

La partes podrán acordar e implementar ajustes a la estructura y composición del personal durante la ejecución del Proyecto.

6. *Comité Técnico del Proyecto (CTP)*

6.1 *Establecimiento*. Dentro de la UGP se establecerá el CTP para la revisión técnica de todos los proyectos de inversión antes de su presentación al CAI. En base a las experiencias previas en la implementación de proyectos FIDA, se incorporan al CTP actores técnicos externos a la UGP con el fin de generar un análisis especializado más amplio de las propuestas de inversión, que abarque todos los aspectos técnicos propios de las inversiones.

6.2 *Atribuciones*. El CTP tendrá la responsabilidad de priorizar las solicitudes con relación a los objetivos y el logro de metas según marco lógico, llevar un control de las solicitudes de inversiones que se presenten a la UGP para su financiación. La UGP deberá asegurarse que todas las propuestas de inversión que se presenten para revisión de CTP tengan: 1) la documentación administrativa necesaria para formalizarse; y 2) que exista la disponibilidad financiera y presupuestaria para financiarlos.

6.3 *Composición*. Este comité estará integrado por: El Director y los coordinadores de los componentes 1 y 2 del Proyecto; un experto externo del sector financiero; y un experto externo en aspectos comerciales, o de infraestructura rural, o de ambiente, según corresponda por la naturaleza de la inversión. Los expertos externos serán contratados como asesores técnicos, y seleccionados mediante procesos de contratación públicos.

6.4 *Funciones*. El CTP hará la revisión técnica de los perfiles de planes de inversión luego que los mismos hayan sido presentadas por las organizaciones de usuarios, con el fin de guiar y retroalimentar la formulación final de la propuesta. En el Manual de Operaciones del Proyecto se establecerán los mecanismos de funcionamiento del CTP.

7. *Manual de operaciones del Proyecto*

7.1 El Organismo responsable del Proyecto, a través de la UGP, preparará el Manual de Operaciones del Proyecto que especificará las normas y los procedimientos para la operación diaria de las actividades del Proyecto, incluyendo el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los integrantes de la UGP, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el Seguimiento y Evaluación, criterios de selección del personal del Proyecto, los criterios de evaluación de los Planes de Desarrollo Productivo (PDP) y de los Planes de Negocio (PN), techos financieros, las regulaciones contables, administrativas y financieras del Proyecto, entre otras cosas.

7.2. El Organismo responsable del Proyecto someterá el Manual de Operaciones al Fondo para que formule sus observaciones y de su no objeción y lo remitirá al CDP para su aprobación. El CDP aprobará el uso y modificaciones del Manual de Operaciones, con la previa no objeción del FIDA.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
Transferencias (donaciones)	6 836 000	100%
Consultorías y asistencia técnica	5 895 000	100% sin impuestos
Equipamiento, materiales y vehículos	285 000	100% sin impuestos
Salarios y costos operativos	1 681 000	100% para Salarios y 100% sin impuestos para costos operativos
Sin asignación	1 633 000	
TOTAL	16 330 000	

2. *Costos de puesta en marcha.* Se autorizará el retiro de fondos, de hasta un monto total de USD 300 000 para financiar gastos asociados con las Categorías Consultorías y asistencia técnica y Equipamiento, materiales y vehículos, con el fin de cubrir los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las Condiciones Generales previas y adicionales para el retiro de fondos (Sección E.2 del presente Convenio).

Logical framework

Objective hierarchy	Indicators				Means of verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	MTR	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach:	Number of people receiving the services promoted or supported by the project*				M&E system		PMU/SAG	
	1.a • Corresponding number of beneficiary households to which support has been provided **	0	10 800	15 000				
	1.b • Corresponding estimate of the total number of household members	0	50 000	69 450				
Goal Improve the living conditions of the families of small rural producers, strengthening their organizational, productive, processing and marketing capacities in region 2, Valle de Aguán.	% of asset increase by the targeted households		X	22,6%			National Institute of Statistics and SAG	Long-term economic and social policies are continued and implemented.
	No. of households[1]* that increase their income by 18%	0	9 180	12 750			PMU/SAG	Crime and violence in the country are kept at controlled levels to favour the target population's economic and social activities.
Development objective Increase the incomes and improve the nutrition of poor small (organized) rural producers and their families by improving their productivity, diversification, transformation, and commercialization capacities through their incorporation in prioritized competitive value chains and increased resilience to climate change.	No. of households * that report having adopted or incorporated technologies that improve their resilience to climate change (3.2.2.)	0	9 180	12 750			PMU/SAG	The climate change effects stay at levels that make it possible to adapt rural families' and production levels
	No. of rural producers' households through their organizations that are effectively linked to national and regional value chain upgrading strategies developed through multi-stakeholder platforms.	0	9 180	12 750			PMU/SAG	
	No. of women reporting improved quality (diet diversity score) of their diets.	0	6 000	14 000			PMU/SAG	
Component 1: Commercial alliances, organizational strengthening and innovation								
Outcomes								
Producers are organized and have the capacities to better access to financial services and the market for their products and have innovated there production systems and improved their diets.	No. of producers' organizations that have boosted their organizational capacity and economic and social empowerment.	0	40	90			PMU	Recognized and accepted political will accepted for territorial, economic and social development in the municipalities.
	No. of households** reporting the introduction of new improved climate smart technologies into their production processes (1.2.2.)	0	6 000	12 750				
Outputs							PMU	

1. Rural producer organizations participate in regional and value chain platforms.	10 platforms in operation (producing productive agreements) (Policy 2)	0	10	10				Producers' organizations agree to adapt to the improvement of productive chains.
	Number of rural organizations generated and/or strengthened)	0	40	90				
2. Rural producer organizations are trained and receive technical assistance for the promotion and certification of their products.	No. of persons* trained in income generating activities or business management (2.1.2)	0	1 400	2 000				Producers' organizations agree to adapt to the improvement of productive chains.
3. Sensibilization and promotion activities about diverse nutritious, healthy and secure foods, diet diversity and hygiene.	Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition.	0	10 500	15 000				
4. Rural producers improve their access to rural financial services through the implementation of their business plans.	No. of project beneficiaries * using financial services to improve their productivity.	0	6 000	12 750				
Component 2: Productive development and Resilience.								
Outcomes							PMU	
Rural families have improved their productivity, supply and processing and are more resilient to climate change.	No of households ** that report an increase in productivity (1.2.4.)	0	9 000	12 750				Rural producers are willing to organize themselves to engage in productive ventures.
	% of sales increase by organized producers* in relation to the baseline (2.2.5)	0	X	39				
	No. of rural producers' organizations that build climate change adaptation measures into their agribusinesses.	0	60	80				
Outputs							PMU	
Rural producer organizations invest in improving production and processing capacity.	No. of production plans financed to the producers' organizations.	0	60	80	M&E system			There is a large supply of technicians who provide high quality technical assistance in resilience and productivity issues.
Local service providers (youth) are strengthened to improve access to specialist services by the actors in the value chains.	No. of local enterprises providing services to selected value chains	0	20	50				
Increased investment in territorial resilience.	No. of hectares under climate change resilient management (3.1.4)	0	3 000	6 000				
	Number of persons provided with climate information services.	0	9 000	15 000				

*Of whom at least 30 per cent are women, 25 per cent are young people, and 10 per cent are from ethnic groups and. The adoption rate is 85 per cent (12,000 out of 15,000 households), according to the economic and financial analysis

** Of which at least 30 per cent are led by women, 30 per cent are led by young people and 7 per cent are by ethnic leadership.